

## Sujet ECRICOME 2010

### Économie

1H30

**1<sup>ère</sup> partie : Réflexion argumentée :**

Après la crise financière de 2008 et face aux impératifs du développement durable, l'intervention de l'État pour réguler la croissance retrouve une certaine légitimité. À votre avis, quels en sont les limites et les enjeux ?

**2<sup>ème</sup> partie : QCM**

**Joint en annexe**

### Droit

2H30

**1<sup>re</sup> partie : résolution d'un cas pratique**

- a) *Rappeler les faits et déterminez la qualification juridique liée à ces faits.*
- b) *Quel est le problème de droit concernant ces faits ?*
- c) *Quelles sont les règles juridiques applicables ?*
- d) *Donner la ou les solutions.*

M. Crespaud, qui a une entreprise d'olives en Avignon a bien des soucis. Il a conclu un contrat avec des producteurs régionaux qui devaient lui livrer chaque année 10 tonnes d'olives noires « au prix décidé par les producteurs, en raison du marché ». Entre 2000 et 2007, les choses se passaient plutôt bien, Jean-Louis Crespaud et les producteurs s'entendant au prix de 3 € le kilo. Mais l'hiver dernier, les producteurs ont fait valoir les difficultés climatiques et le grand froid pour imposer à Jean-Louis le prix exorbitant de 15 € le kilo. Que peut-il faire ?

**2<sup>ème</sup> partie : analyse d'arrêt**

***Identifiez et expliquez la solution (et le syllogisme) de l'arrêt ci-dessous :***

**Cour de cassation**

**Chambre civile 2**

**Audience publique du 5 janvier 1983**

**N° de pourvoi: 81-13374**

Source : [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

**République française**

**Au nom du peuple français**

Sur le moyen unique, pris en ses deux branches : attendu, selon l'arrêt infirmatif attaqué que le journal le Matin de Paris édité par la Société du Nouveau Quotidien, a publié, dans son numéro du 9 février 1979, un article comportant le passage suivant : dimanche dernier, Isabelle x..., était assise à côté de nous, elle attendrait un bébé que ca ne m'étonnerait pas ;

Qu'estimant qu'il avait été porté atteinte à sa vie privée, Isabelle x... a réclamé à la société éditrice la réparation de son préjudice ;

Attendu qu'il est fait grief à l'arrêt de n'avoir fait droit à cette demande alors, d'une part, que ne saurait être considéré comme faisant partie de la vie privée d'une personne un événement qui peut être constaté dans un lieu public ;

Qu'en particulier une femme enceinte qui se montre dans un lieu public ne saurait soutenir que la révélation de son état de grossesse porte atteinte à sa vie privée, et alors, d'autre part, que, des lors qu'une personne, qui mène une vie publique de nature à attirer sur elle l'attention de la presse, telle qu'un acteur de cinéma, laisse apparaître en public des faits, qui pour toute autre personne pourraient relever de sa vie privée, un journaliste qui ne fait que relater ce qu'il a ainsi pu constater, ne porterait pas atteinte à l'intimité de la vie privée de cette personne ;

Que le fait qu'un journaliste ait relaté qu'Isabelle x... Exerçant la profession d'artiste, était enceinte, pour avoir constaté ce fait dans un lieu public, ne constituerait pas une atteinte à l'intimité de la vie privée de cette actrice ;

Mais attendu qu'après avoir exactement énoncé que, comme toutes autres personnes, les artistes avaient droit au respect de leur vie privée, et que la maternité faisait partie de celle-ci, l'arrêt relève qu'ayant le désir de ne donner aucune publicité à sa grossesse, Isabelle x..., avait pris soin d'éviter que cette grossesse soit divulguée ;

Qu'en l'état de ces énonciations, la cour d'appel a pu estimer que la publication sans l'autorisation d'Isabelle x..., de son état de grossesse, même s'il avait pu être constaté dans un lieu public constituait une atteinte à la vie privée de cette artiste ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Par ces motifs : rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 27 février 1981 par la cour d'appel de Paris ;

### **3<sup>ème</sup> partie : actualité juridique**

***Faut-il des lois de bioéthique pour protéger la personne humaine ?***

## QCM

*Vous cochez les cases en face des réponses ou affirmations qui vous paraissent exactes sachant que pour chaque item, on peut trouver 0, 1, 2, 3 ou 4 réponses exactes.*

*Attention ! Ne pas répondre est pénalisé de la même façon qu'une réponse erronée.*

**1. Entre 2007 et 2009, le déficit budgétaire de la France**

- a augmenté de plus de 50 %.
- s'est stabilisé.
- s'est résorbé légèrement.
- aucune réponse.

**2. À partir des différentes théories sur le marché du travail, on peut dire que**

- la demande de travail provient des entreprises qui souhaitent embaucher des salariés.
- l'offre de travail est une fonction croissante du salaire réel.
- le salaire d'équilibre correspond au plein emploi selon l'analyse néo-classique.
- aucune réponse.

**3. Dans sa « Théorie de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », Keynes démontre que**

- l'évolution de l'épargne est indépendante de l'évolution du niveau des revenus.
- l'épargne est une fonction décroissante du niveau de revenu.
- l'épargne est une fonction croissante du niveau de revenu.
- aucune réponse.

**4. Les coûts de production d'une entreprise peuvent diminuer**

- du fait d'une amélioration de la productivité.
- du fait d'une augmentation du volume des stocks.
- du fait de la diminution des cotisations salariales.
- aucune réponse.

**5. La théorie des contrats implicites explique**

- que les salaires ne varient pas toujours en fonction de la productivité marginale des travailleurs.
- que les salaires varient toujours en fonction de la productivité marginale des travailleurs.
- que les salaires ne varient jamais en fonction de la productivité marginale des travailleurs.
- aucune réponse.

## **6. La concentration des entreprises**

- respecte les principes de la concurrence pure et parfaite.
- peut permettre d'obtenir des économies d'échelle.
- peut entraîner des déséconomies d'échelle.
- aucune réponse.

## **7. Le développement durable concerne**

- les biens.
- les biens et les services.
- les ressources naturelles.
- aucune réponse.

## **8. Un marché financier est efficient**

- lorsque personne ne peut anticiper les cours futurs.
- lorsqu'il organise l'information de telle sorte que toutes les données pertinentes soient disponibles pour tous les opérateurs afin d'anticiper les évolutions de cours.
- lorsqu'il est dominé par un acteur économique.
- aucune réponse.

## **9. L'existence d'externalités dans une économie**

- est considérée comme une défaillance du marché selon la théorie néo-classique.
- est considérée comme une défaillance du marché selon la théorie néo-classique seulement s'il s'agit d'externalités négatives.
- entraîne toujours une intervention réglementaire de la puissance publique.
- n'entraîne pas toujours une intervention de la puissance publique.

## **10. L'OMC**

- fixe des règles en matière d'échanges mondiaux de marchandises.
- fixe des règles en matière d'échanges mondiaux de services.
- est en mesure d'empêcher le « dumping monétaire » lié à la sous-évaluation des taux de change.
- n'est pas en mesure d'empêcher le « dumping social » pratiqué par les pays qui disposent de législations sociales moins contraignantes que la moyenne.

**11. Les politiques actives de l'emploi consistent**

- à mettre en place des services publics de l'emploi afin de dynamiser le marché du travail.
- à verser des subventions aux entreprises qui embauchent.
- à mettre en place des formations destinées à accroître l'employabilité des chômeurs.
- aucune réponse.

**12. La balance commerciale de la France**

- qui était déficitaire en 2006 et 2007 est redevenue excédentaire depuis 2008.
- qui était excédentaire en 2006 et 2007 est redevenue déficitaire depuis 2008.
- est restée excédentaire depuis 2006.
- aucune réponse.

**13. Le budget 2009 de l'Union Européenne**

- représente environ 140 milliards d'euros.
- représente environ 50 milliards d'euros.
- représente environ 320 milliards d'euros.
- aucune réponse.

**14. Le montant global du plan de relance en France adopté fin 2008 est de**

- 106 milliards d'euros.
- 56 milliards d'euros.
- 26 milliards d'euros.
- aucune réponse.

**15. Le dernier pays européen à rejoindre la zone euro a été**

- la Slovaquie.
- la Slovénie.
- Malte.
- La République Tchèque.

**16. En créant de la monnaie**

- un pays peut réduire sa dette, ce qui fait baisser simultanément l'inflation.
- un pays peut réduire sa dette mais il prend le risque d'augmenter l'inflation.
- un pays peut relancer son économie sans conséquences négatives.
- aucune réponse.

**17. Le paradoxe de la « croissance appauvrissante » est caractérisé**

- par l'augmentation des importations provoquée par l'augmentation des exportations d'un pays en développement (PED).

- par l'endettement provoqué par la croissance d'un PED.
- par le fait que le surcroît du volume d'exportations d'un PED est plus que compensé par la baisse des cours mondiaux qu'il entraîne.
- aucune réponse.

**18. Le monétarisme est une théorie qui**

- considère que la demande de monnaie est une fonction instable de l'économie.
- considère que la demande de monnaie est une fonction stable de l'économie.
- considère que c'est l'offre de monnaie qui est responsable de la variation du niveau général des prix.
- considère que c'est la demande de monnaie qui est responsable de la variation du niveau général des prix.

**19. Une filiale commune ou joint venture est une forme d'internationalisation des entreprises qui consiste**

- à utiliser les services commerciaux d'une grande entreprise pour vendre ses produits à l'étranger.
- à transférer des activités de production à l'étranger.
- à implanter un réseau commercial de l'entreprise à l'étranger pour vendre ses propres produits.
- aucune réponse.

**20. La crise financière de 2007-2008 s'explique notamment par**

- la diversité des comportements des acteurs qui interviennent sur les marchés financiers.
- le mimétisme des comportements des acteurs qui utilisent les mêmes sources d'information et les mêmes techniques d'analyse.
- la transmission des risques lors de la distribution des crédits.
- aucune réponse.